



Munich Personal RePEc Archive

Analysis of working conditions and standards in the democratic republic of congo: challenges and improvement prospects

ASIANI, Freddy

Inspection générale du travail (IGT)

June 2024

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/121254/>
MPRA Paper No. 121254, posted 21 Jun 2024 04:45 UTC

Analyse des conditions et normes de travail en république démocratique du congo : défis et perspectives d'amélioration*

Freddy ASIANI MUBIALA[†]

19 Juin 2024

Résumé

Ce papier examine les conditions et normes de travail en République Démocratique du Congo (RDC) en mettant en lumière les principaux défis auxquels sont confrontés les travailleurs et les initiatives prises pour améliorer leur situation. En se basant sur des sources académiques et des rapports d'organisations internationales, cette analyse cherche à fournir une compréhension approfondie des enjeux actuels et des perspectives d'amélioration.

Mots clés : Conditions de travail, République Démocratique du Congo, Normes de travail, secteur minier , secteur agricole , Droit du travail, Initiatives internationales.

codes Jel : J81 (Conditions de travail et leur impact) & O15 (Économie du développement : Développement humain, Travail et Migrants).

Abstract

Title : Analysis of working conditions and standards in the democratic republic of congo: challenges and improvement prospects

This paper examines the working conditions and standards in the Democratic Republic of Congo (DRC), highlighting the main challenges faced by workers and the initiatives undertaken to improve their situation. Based on academic sources and reports from international organizations, this analysis aims to provide an in-depth understanding of the current issues and improvement prospects.

Keywords: Working conditions, Democratic Republic of Congo, Labor standards, Mining sector, Agricultural sector, Labor law, International initiatives.

codes Jel : J81 (Working Conditions and their Impact) & O15 (Economic Development: Human Resources; Human Development; Income Distribution; Migration).

*Les propos avancés dans ce papier n'engagent que son auteur.

[†]Inspecteur principal du travail, affecté à la Direction de la main d'oeuvre relevant de l'inspection générale du travail, relevant du ministère de l'emploi, du travail et de la prévoyance sociale. Parallèlement, un chercheur en Économie quantitative et en sciences des Données. Correspondance : Numéro de téléphone : +243996579933, Adresse e-mail:freddyasiani1@gmail.com

Introduction

La République Démocratique du Congo (RDC), située au cœur de l’Afrique centrale, est un pays d’une richesse naturelle abondante, comprenant d’importantes ressources minérales telles que le cuivre, le cobalt, l’or et le coltan. Cependant, malgré cette richesse potentielle, le pays fait face à des défis socio-économiques considérables qui affectent profondément les conditions de travail de sa population.

Depuis son indépendance en 1960, la RDC a été secouée par des décennies de conflits armés, de gouvernance instable et de crises économiques récurrentes. Ces troubles ont non seulement entravé le développement général du pays, mais ont également exacerbé les conditions de travail déjà précaires dans divers secteurs économiques.

Le marché du travail congolais est marqué par une dualité frappante : d’une part, un secteur minier lucratif mais souvent exploité de manière informelle et précaire, et d’autre part, un secteur agricole où la majorité de la population travaille dans des conditions de subsistance. Les travailleurs congolais font face à des défis majeurs tels que des salaires insuffisants, des conditions de travail dangereuses, un manque d’accès aux services sociaux de base et des violations fréquentes des droits du travail.

L’objectif principal de ce papier est d’analyser de manière critique les conditions et normes de travail en RDC. Pour ce faire, nous examinerons le cadre législatif existant, les réalités sur le terrain et les défis spécifiques auxquels sont confrontés les travailleurs congolais. Nous explorerons également les initiatives nationales et internationales mises en œuvre pour améliorer ces conditions, tout en identifiant les perspectives d’amélioration à long terme.

En fournissant une analyse approfondie et basée sur des données probantes, ce papier cherche à sensibiliser à l’importance cruciale de garantir des conditions de travail dignes et sécurisées en RDC. Ce faisant, il contribue à enrichir le débat académique et à informer les politiques visant à promouvoir le développement humain durable et équitable dans le pays.

Revue de la Littérature

Contexte Historique et Réglementaire

Contexte historique :

La RDC, avec une histoire marquée par des conflits armés, des changements politiques et économiques, voit ses conditions de travail fortement influencées par ces facteurs. Nzongola-Ntalaja (2002) et Vlassenroot & Raeymaekers (2004) explorent comment ces éléments historiques ont façonné les normes de travail actuelles, en soulignant l’impact des guerres civiles et de l’instabilité politique sur la structure du marché du travail.

Cadre réglementaire :

La réglementation du travail en République Démocratique du Congo (RDC) est principalement définie par le Code du Travail de 2016. Ce cadre juridique établit les normes essentielles pour les relations de travail à travers le pays, incluant la durée maximale du travail, le salaire minimum, la sécurité et la santé au travail, ainsi que les droits syndicaux.

Le Code du travail de 2016 est la principale législation encadrant les conditions de travail en RDC. Makuta & Lufumpa (2015) et Kanku-Mihigo (2017) analysent l'efficacité de ce cadre législatif, mettant en lumière les lacunes dans l'application des lois et les défis rencontrés par les travailleurs pour faire valoir leurs droits.

Le Code du Travail de 2016

Adopté pour moderniser et harmoniser les dispositions légales précédentes, le Code du Travail de 2016 établit une base juridique importante pour la protection des travailleurs en RDC. Parmi ses principales dispositions :

- **Durée du travail** : Le Code fixe une limite maximale de 45 heures de travail par semaine pour les employés.
- **Salaire minimum** : Il établit un salaire minimum, bien que son application effective dans tous les secteurs reste un défi en raison de l'économie informelle prédominante.
- **Sécurité et santé au travail** : Le Code du Travail impose des obligations aux employeurs pour assurer la sécurité et protéger la santé de leurs employés sur les lieux de travail.
- **Droits syndicaux** : Il reconnaît et protège les droits des travailleurs à former et à adhérer à des syndicats, bien que les syndicats en RDC rencontrent souvent des défis en matière de liberté d'association.

Malgré ces protections légales, l'application effective du Code du Travail demeure un problème significatif en raison de divers facteurs, y compris la faiblesse des institutions étatiques, la corruption et le manque de ressources pour faire respecter les lois du travail de manière cohérente à travers le pays.

Ratification des Conventions de l'OIT

La RDC a ratifié plusieurs conventions de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) visant à améliorer les conditions de travail et à protéger les droits fondamentaux des travailleurs. Cela inclut des conventions sur l'élimination du travail forcé, la lutte contre le travail des enfants, et la promotion de la liberté syndicale. Toutefois, malgré ces engagements internationaux, la mise en œuvre effective de ces normes reste limitée, particulièrement dans les secteurs informels et dans les zones touchées par les conflits armés.

Conditions Réelles de Travail

La République Démocratique du Congo (RDC) présente des conditions de travail variées et souvent difficiles dans plusieurs secteurs économiques clés, notamment le secteur minier et le secteur agricole. Cette section explore ces réalités avec une attention particulière aux défis et aux enjeux spécifiques rencontrés par les travailleurs congolais.

Secteur Minier

Le secteur minier en RDC est crucial pour son économie, contribuant significativement aux exportations et à la croissance économique^{1 2}. Cependant, il est également associé à des conditions de travail extrêmement difficiles.

Les conditions de travail en RDC sont souvent précaires, caractérisées par des salaires bas, des heures de travail excessives et un manque de sécurité. Trefon (2011) et Pottier (2006) décrivent ces conditions dans divers secteurs, notamment dans l'exploitation minière et les services informels, où les travailleurs sont souvent soumis à des environnements dangereux et à une exploitation économique.

Les mines artisanales, en particulier, emploient souvent des travailleurs dans des conditions précaires et dangereuses. Les mesures de santé et de sécurité au travail sont souvent insuffisantes, exposant les travailleurs à de nombreux risques. Mulumba & Vangu (2013) et Mubalama (2019) mettent en lumière les dangers auxquels les travailleurs sont confrontés, particulièrement dans les mines artisanales, où les accidents de travail et les maladies professionnelles sont fréquents.

Les travailleurs, y compris des enfants, sont exposés à des risques élevés de blessures graves et de maladies professionnelles en raison de l'exposition à des substances toxiques telles que le cobalt, le cuivre et le coltan. De plus, l'exploitation minière illégale et informelle est courante, avec des pratiques qui souvent ne respectent pas les normes internationales de sécurité et de droits du travail.

Des rapports de diverses organisations internationales et ONGs ont documenté des violations graves des droits des travailleurs dans le secteur minier congolais, y compris le travail des enfants, le travail forcé et l'exploitation abusive. Malgré les efforts pour améliorer la réglementation et renforcer l'application des lois du travail, ces pratiques persistent et continuent d'avoir un impact dévastateur sur la santé et le bien-être des travailleurs.

Secteur Agricole

L'agriculture est un autre pilier de l'économie congolaise, employant une grande partie de la population active³⁴. Cependant, les conditions de travail dans ce secteur sont souvent caractérisées par la précarité, des salaires très bas et une absence de protections sociales adéquates. Les travailleurs agricoles, en particulier dans les petites exploitations familiales, font face à des défis tels que l'accès limité aux services de santé et à l'éducation, ainsi que des conditions de travail physiquement exigeantes.

Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables dans le secteur agricole, où ils représentent une proportion significative de la main-d'œuvre. Les femmes, en plus de leurs res-

¹Word Bank. (2020). Democratic Republic of Congo Economic Update : Growth, Poverty and Jobs. Washington, DC : World Bank Group

²US Geological Survey(USGS).(2019). 2018 Minerais Yearbook : Congo (Kinshasa). Reston, VA : US Geological Survey.

³Work Bank. (2020). Democratic Republic of Congo update : improving Human Capital to Promote Inclusive Growth. Washington, DC : World Bank Group.

⁴Ministry of Agriculture of the Democratic Republic of the Congo. (2018). Plan National d'investissement Agricole(PNIA) 2018-2022. Kinshasa, RDC : Ministère de l'Agriculture.

responsabilités agricoles, assument souvent des charges familiales supplémentaires, ce qui aggrave leur vulnérabilité économique et sociale.

Impact Économique et Social

Les conditions de travail difficiles dans les secteurs minier et agricole ont des implications profondes sur le développement économique et social de la RDC. La précarité généralisée et l'exploitation rendent difficile l'amélioration des conditions de vie pour de nombreux travailleurs et leurs familles. En outre, la faible productivité et les taux élevés d'absentéisme liés aux conditions de travail insatisfaisantes entravent le potentiel de croissance économique et de développement humain durable du pays.

Défis

Informalité du marché du travail :

Une grande partie de la main-d'œuvre en RDC opère dans le secteur informel, ce qui complique la régulation et la protection des travailleurs. De Herdt & Marivoet (2016) discutent des implications de cette informalité pour les conditions de travail, soulignant l'absence de protection sociale et de droits du travail dans ce secteur.

Application des lois du travail :

L'application inefficace des lois du travail demeure un problème majeur en RDC. Okafor (2007) et Mbaku (2018) examinent les obstacles institutionnels, notamment la corruption et le manque de ressources, qui entravent l'application des législations du travail, laissant les travailleurs sans recours face aux abus.

Initiatives et Efforts pour l'Amélioration

Face aux défis significatifs rencontrés par les travailleurs en République Démocratique du Congo (RDC), diverses initiatives et efforts ont été entrepris tant au niveau national qu'international pour améliorer leurs conditions de travail. Cette section examine ces initiatives et évalue leur efficacité potentielle pour créer un changement positif sur le terrain.

Initiatives Nationales

Le gouvernement congolais a mis en place plusieurs programmes et réformes visant à renforcer les normes de travail et à protéger les droits des travailleurs. Parmi ces initiatives, on trouve des campagnes de sensibilisation publique sur les droits du travail, des programmes de formation pour les travailleurs sur la sécurité et la santé au travail, et des efforts pour renforcer l'application des lois du travail, notamment le Code du Travail de 2002 révisé en 2016.

Par exemple, le gouvernement a lancé des initiatives pour réguler le secteur minier artisanal, en introduisant des exigences de conformité et en mettant en œuvre des mécanismes de supervision pour réduire l'exploitation et améliorer les conditions de sécurité. Ces efforts visent à réduire le travail des enfants et d'autres pratiques illégales tout en améliorant les conditions de travail pour les mineurs.

De plus, des réformes visent à promouvoir l'inclusion des femmes sur le marché du travail, en leur offrant un accès égal aux opportunités d'emploi et en soutenant leur participation dans des secteurs économiques clés comme l'agriculture et le commerce informel.

Efforts Internationaux

Au niveau international, plusieurs organisations et initiatives ont collaboré avec la RDC pour améliorer les conditions de travail et promouvoir le respect des normes internationales du travail. L'Organisation Internationale du Travail (OIT), par exemple, a apporté un soutien technique et financier pour renforcer les capacités institutionnelles et réglementaires du pays dans le domaine du travail.

Des partenariats internationaux ont également été formés pour surveiller et certifier les chaînes d'approvisionnement de minerais, tels que l'Initiative pour une Extraction Minière Responsable (IRMA). Ces initiatives visent à encourager les pratiques minières éthiques et durables en RDC, réduisant ainsi l'impact négatif sur les travailleurs et les communautés locales tout en favorisant la transparence et la responsabilité dans le secteur.

Évaluation des Impacts

Malgré ces efforts, plusieurs défis persistent. La faiblesse des infrastructures et des institutions dans certaines régions éloignées de la RDC limite souvent la mise en œuvre efficace des réformes du travail. De plus, la corruption et l'instabilité politique continuent de compromettre les progrès réalisés, en particulier dans la régulation des secteurs informels et des zones minières artisanales.

L'évaluation rigoureuse des impacts de ces initiatives est essentielle pour identifier les meilleures pratiques et les domaines nécessitant une amélioration continue. Il est crucial que les efforts nationaux et internationaux soient coordonnés et renforcés pour surmonter ces obstacles et garantir des conditions de travail dignes et sécurisées pour tous les travailleurs en RDC.

Perspectives d'Amélioration

Pour améliorer les conditions de travail en RDC, plusieurs mesures sont nécessaires. Il est crucial de renforcer les institutions pour une meilleure application des lois du travail, d'augmenter la sensibilisation des travailleurs à leurs droits, et de promouvoir des pratiques commerciales responsables au niveau international.

Perspectives d'Amélioration

Réformes législatives :

Les perspectives d'amélioration des conditions de travail en République Démocratique du Congo (RDC) sont cruciales pour assurer un développement économique durable et le bien-être des travailleurs. Cette section explore plusieurs avenues potentielles pour renforcer les normes de travail et créer un environnement plus favorable pour tous les travailleurs congolais.

Renforcement des Institutions et de l'Application des Lois

Pour améliorer les conditions de travail, des réformes législatives sont nécessaires. Englebort (2003) et Matti (2010) suggèrent des modifications des politiques et des structures économiques pour renforcer l'application des lois du travail et assurer une meilleure protection des travailleurs.

Un premier pas vers l'amélioration des conditions de travail en RDC consiste à renforcer les institutions gouvernementales chargées de faire respecter les lois du travail. Le renforcement des institutions de contrôle et d'inspection du travail est crucial. Bertelsmann Stiftung (2020) et Hassan & Ouma (2021) discutent des stratégies pour améliorer les capacités institutionnelles afin de mieux protéger les travailleurs et de garantir l'application des normes de travail. Cela inclut non seulement le renforcement des capacités administratives et juridiques, mais aussi la lutte contre la corruption et l'amélioration de la transparence dans la régulation des secteurs économiques clés comme le secteur minier.

L'application rigoureuse du Code du Travail de 2016 et des conventions internationales ratifiées par la RDC est essentielle pour garantir que les travailleurs bénéficient de droits fondamentaux tels que des conditions de travail sûres, des salaires équitables et la protection contre l'exploitation et les abus.

Promotion du Dialogue Social et des Droits Syndicaux

Le dialogue social entre les employeurs, les travailleurs et le gouvernement joue un rôle crucial dans la promotion de meilleures conditions de travail. Il est essentiel de renforcer les mécanismes de négociation collective et de promouvoir la liberté syndicale, permettant ainsi aux travailleurs de faire entendre leur voix et de défendre leurs intérêts légitimes.

En encourageant la formation et le renforcement des syndicats indépendants, la RDC peut créer un environnement où les travailleurs sont mieux protégés contre l'exploitation et peuvent bénéficier de conditions de travail plus sûres et plus dignes.

Investissement dans l'Éducation et la Formation Professionnelle

L'éducation et la formation professionnelle jouent un rôle crucial dans l'amélioration des perspectives économiques des travailleurs. En investissant dans des programmes éducatifs qui répondent aux besoins du marché du travail congolais, le pays peut augmenter la qualité de sa main-d'œuvre et réduire les inégalités d'accès aux opportunités économiques.

Cela est particulièrement pertinent pour les jeunes et les femmes, qui souvent rencontrent des obstacles supplémentaires pour accéder à une éducation de qualité et à des formations professionnelles. L'accent mis sur l'éducation inclusive et la formation technique peut non seulement améliorer les conditions de travail, mais également stimuler la croissance économique à long terme.

Promotion de Pratiques Commerciales Responsables et Durables

Pour assurer un développement économique équitable et durable, il est impératif de promouvoir des pratiques commerciales responsables dans tous les secteurs, en particulier dans l'exploitation minière et l'agriculture. Les initiatives telles que l'Initiative pour une Extraction Minière Responsable (IRMA) et les certifications de commerce équitable peuvent encourager les entreprises à adopter des normes éthiques et à respecter les droits des travailleurs tout au long de leurs chaînes d'approvisionnement.

En soutenant et en valorisant les pratiques durables, la RDC peut attirer des investissements internationaux plus responsables tout en protégeant ses ressources naturelles et en améliorant les conditions de vie des communautés locales dépendantes de ces secteurs.

Engagement Continu des Acteurs Nationaux et Internationaux

Enfin, pour concrétiser ces perspectives d'amélioration, il est essentiel que les acteurs nationaux et internationaux continuent de collaborer étroitement.

La collaboration entre le gouvernement congolais, les organisations internationales comme l'OIT, et les ONG locales est essentielle pour promouvoir des normes de travail décentes. Les études de l'ILO (2019) et de la Banque mondiale (2020) fournissent des exemples de projets réussis et des recommandations pour des interventions futures, soulignant l'importance d'une approche coordonnée et soutenue.

L'engagement soutenu de la communauté internationale, des organisations non gouvernementales et du secteur privé est nécessaire pour renforcer les initiatives existantes, identifier les meilleures pratiques et surmonter les défis persistants.

En travaillant ensemble de manière coordonnée et inclusive, il est possible de créer un avenir où tous les travailleurs en République Démocratique du Congo bénéficient de conditions de travail justes, sûres et dignes.

Conclusion

Les conditions et normes de travail en République Démocratique du Congo (RDC) représentent un défi majeur, exacerbé par des décennies de conflits, de gouvernance instable et de faibles infrastructures économiques. Ce papier a examiné de manière critique les réalités des travailleurs congolais dans des secteurs clés tels que le secteur minier et le secteur agricole, tout en explorant les efforts nationaux et internationaux pour améliorer leurs conditions de travail.

La RDC, malgré ses richesses naturelles abondantes, fait face à des défis persistants liés aux conditions de travail précaires et souvent dangereuses. Le secteur minier, en particulier, est associé à des pratiques d'exploitation artisanale et informelle qui compromettent la sécurité et la santé des travailleurs, y compris des enfants. De même, le secteur agricole emploie une grande partie de la population dans des conditions souvent précaires, avec des salaires bas et un accès limité aux services sociaux de base.

Les perspectives d'amélioration des conditions de travail en RDC reposent sur plusieurs axes stratégiques. Il est essentiel de renforcer les institutions gouvernementales chargées de faire respecter les lois du travail, de promouvoir le dialogue social et la liberté syndicale, et d'investir dans l'éducation et la formation professionnelle pour améliorer les perspectives économiques des travailleurs. De plus, la promotion de pratiques commerciales responsables et durables est cruciale pour attirer des investissements responsables et protéger les ressources naturelles du pays.

L'engagement continu des acteurs nationaux et internationaux est indispensable pour concrétiser ces perspectives d'amélioration. En collaborant de manière coordonnée et en intégrant les meilleures pratiques, il est possible de créer un environnement où chaque travailleur en RDC bénéficie de conditions de travail sûres, équitables et dignes.

Bien que les défis restent considérables, l'optimisme persiste quant à la possibilité de créer un changement positif significatif. Avec une approche intégrée et une volonté politique renforcée, la République Démocratique du Congo peut progresser vers un développement économique

inclusif et durable, où le respect des droits du travail joue un rôle central dans la construction d'un avenir meilleur pour tous ses citoyens.

Références

- Hinton, J., & Bebbington, A. (2018). Women's work and water governance in rural Bolivia : The multiple burdens of water. *Gender, Place & Culture*, 25(6), 825-843.
- International Labour Organization (ILO). (2020). *World Employment and Social Outlook : Trends 2020*. Geneva, Switzerland : International Labour Office.
- Kandilige, L. E. (2017). Child Labour in Artisanal Mining in Katanga, Democratic Republic of the Congo. *Journal of Business Ethics*, 143(1), 141-156.
- Mampuya, N., & Puente-Durán, R. L. (2021). Gender and occupational health in the Democratic Republic of Congo : Towards a structural approach. *Global Public Health*, 16(5), 687-702.
- Ntumba, M. T. (2019). Labour standards in the Democratic Republic of Congo : A review. *African Journal of International Economic Law*, 7(1), 83-98.
- World Bank. (2020). *Democratic Republic of Congo Economic Update : Improving Human Capital to Promote Inclusive Growth*. Washington, DC : World Bank Group.
- Organisation Internationale du Travail. (2023). "La République Démocratique du Congo et les Conventions de l'OIT". Disponible sur <https://www.ilo.org>.
- Amnesty International. (2016). "This is what we die for : Human rights abuses in the Democratic Republic of the Congo power the global trade in cobalt". Disponible sur <https://www.amnesty.org>.
- Human Rights Watch. (2020). "A Dirty War on Human Rights : Human Rights Violations in the Conflict in the Democratic Republic of Congo". Disponible sur <https://www.hrw.org>.
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. (2021). "Les conditions de travail dans le secteur agricole en RDC". Disponible sur <https://www.fao.org>.
- Global Witness. (2019). "Digging for Transparency : How US Companies are only scratching the surface of conflict minerals reporting". Disponible sur <https://www.globalwitness.org>.
- Initiative for Responsible Mining Assurance. (2022). "Ensuring Ethical Mining Practices in the DRC". Disponible sur <https://www.responsiblemining.net>.